

Eldorado Nucléaire Limitée

Un autre aspect mérite aussi qu'on s'y attarde, soit l'importance de la caisse de retraite des employés, dont la nouvelle société risque de s'emparer. Le projet de loi devrait absolument prévoir les moyens de protéger ces sommes dans l'intérêt des travailleurs.

Le quatrième aspect tient à l'effondrement actuel du marché de l'uranium. Il est fort peu probable que celui-ci se redresse au cours des cinq prochaines années. Il est même question que le prix de l'uranium tombe au-dessous de 20 \$ la livre. S'il devait demeurer à ce niveau pendant cinq ans, cette société serait en proie à de graves difficultés économiques.

Nul doute qu'un jour ou l'autre, les Canadiens devront venir à la rescousse de cette entreprise s'ils tiennent à sa survie. A cause du gouvernement conservateur, ce sont encore une fois les contribuables qui en feront les frais. Or, ils viendront en aide à des particuliers du secteur privé au lieu de soutenir une société d'État.

Fait étonnant, il n'y a que le Nouveau parti démocratique pour se porter, ce soir, à la Chambre, à la défense des travailleurs de cette entreprise, pour tenter de protéger la caisse de retraite des employés. Le Nouveau parti démocratique est le seul à soulever à la Chambre la question de la sécurité nucléaire. Ce soir, nous abordons les principes économiques erronés sur lesquels repose le projet du gouvernement conservateur. Je suis surpris de constater que les autres membres de l'opposition ne cherchent pas plus à défendre les Canadiens contre ce projet ridicule.

L'amendement reportant l'entrée en vigueur de cinq ans est très logique. Si cet amendement était adopté, on déclencherait tout de suite des élections, et la plupart des Canadiens peuvent déjà vous dire le résultat de ces élections. Le parti conservateur du Canada ne formerait pas le prochain gouvernement. J'entends autour de moi des gens qui ricanent, qui font les braves, mais au fond ils ont des doutes. Il n'est pas facile de faire face à son anéantissement en admettant ses propres erreurs et ses faiblesses, même à la onzième heure.

Une autre époque de l'histoire du Canada, celle de la dépression économique, ressemble beaucoup à la onzième heure du gouvernement actuel. A cette époque, un autre célèbre conservateur, R. B. Bennet, a mené le pays à la ruine. A la toute dernière minute, il a reconnu ses fautes et a tenté de corriger la situation.

● (2010)

Malheureusement, je ne crois pas que les membres de l'autre côté de la Chambre reconnaîtront le bien-fondé de cet amendement qui offrirait aux Canadiens une soupape de sûreté. Quelques-uns des députés qui arrivent à la Chambre se lèveront peut-être pour appuyer cette proposition sensée visant à reporter de cinq ans l'entrée en vigueur de ce projet de loi. Les Canadiens ont besoin de plus de temps pour étudier cette affaire. Je supplie la Chambre d'appuyer cette démarche des plus raisonnables.

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, l'amendement qui a été accepté par la présidence différerait la

proclamation du projet de loi sur la privatisation de Eldorado. Nous avions espéré régler d'autres questions grâce à nos amendements mais ceux-ci n'ont pas été acceptés par la présidence.

Eldorado ne s'est pas rendu compte, semble-t-il, que le projet de loi n'a pas été adopté parce que ces derniers jours cette société a annoncé à ses employés un changement radical dans le régime de pension qui, au minimum, ne respecte pas les engagements pris par la société au cours des discussions sur la privatisation.

La ministre d'État (Privatisation) a déclaré qu'elle ne pouvait pas confirmer que les pensions étaient protégées par cet accord. D'après son communiqué de presse, les régimes de pension et de prévoyance existants seront adoptés par la nouvelle société.

Je ne sais pas à quel jeu on joue, mais la société existante, avant d'être privatisée et absorbée par la société de Saskatchewan, change radicalement le régime de pension. Je ne peux pas vous en donner tous les détails parce que nous sommes encore en train d'en prendre connaissance nous-mêmes, mais les renseignements détaillés qui ont été envoyés aux travailleurs ces derniers jours leur laissent très peu de temps pour analyser ce qui va se passer et décider ce qu'il faut penser des propositions d'Eldorado.

Afin de rendre le marché plus attrayant en ce qui concerne la vente d'Eldorado, la société pourra retirer 12 millions de dollars excédentaires du régime de pension existant. Cela s'appelle un surplus résiduel. La société qui lui succédera sera autorisée à utiliser ce surplus résiduel pour compenser les contributions des employés et de l'employeur pendant environ quatre ou cinq ans.

Si je comprends bien, cela signifie qu'il y a quelque chose d'attrayant qui réduira le coût de l'acquisition d'Eldorado par le secteur privé. Mes collègues ont déjà dit que ce n'était pas une bonne affaire, du moins pour les contribuables canadiens. Moyennant 250 millions, nous épongeons 600 millions de dettes et nous nous engageons à faire la décontamination à Port Hope, ce qui pourrait coûter de 200 à 600 millions.

Dans bien des cas, les travailleurs d'Eldorado sont employés depuis longtemps et ont fait carrière dans cette société. Ils sont là depuis 20 ou 30 ans et ils espéraient une pension indexée. C'était l'un des avantages et l'une des raisons pour lesquelles ils restaient. Maintenant, on leur offre un certain nombre d'options.

Je dois reconnaître que les renseignements que l'on trouve ici seraient probablement du grec pour le conseiller moyen en matière de pensions. C'est certainement quelque chose que le travailleur de Saskatchewan ou de Port Hope aura du mal à saisir. On leur dit qu'il ont une première décision importante à prendre, qu'ils doivent choisir entre une pension différée ou le droit à des prestations améliorées. Dans un cas comme dans l'autre, ils deviennent membres du nouveau régime de pension à cotisation fixée. Leur seule option est de savoir comment disposer des droits acquis en vertu du régime en vigueur les dernières années.